

## Vie scientifique

# « Quand chercheurs et citoyens coproduisent les savoirs et les décisions scientifiques et techniques » (3<sup>e</sup> conférence internationale “Living Knowledge”)

Compte rendu de colloque (Paris, 30 août -1<sup>er</sup> septembre 2007)

Céline Granjou

Sociologue, Cemagref, groupement de Grenoble, 2 rue de la Papeterie, BP 76, 38402 Saint-Martin-d'Hères cedex, France

Cette conférence prend place dans une série bisannuelle à l'initiative de l'association Fondation Sciences citoyennes. Après celles de Louvain (2002) et de Séville (2005), la prochaine édition est d'ores et déjà prévue à Belfast en 2009. L'objectif est de créer et de perpétuer les conditions d'un espace international d'échanges sur les conditions et les enjeux de la démocratisation des modes de fabrication des savoirs. Cette 3<sup>e</sup> conférence était organisée par cinq institutions relevant tant du monde de la recherche académique (Inra, École des mines<sup>1</sup>) que de celui des associations militant pour une émancipation des savoirs en société (Fondation Sciences citoyennes, *International Science Shop Network*, *International Network of Engineers*). Elle se plaçait ainsi d'emblée sous le signe de la co-construction et du partenariat entre société civile et monde(s) de la recherche académique. Ce souci ressort bien du thème de réflexion qu'elle s'était donné pour 2007 : « Quand chercheurs et citoyens co-produisent les savoirs et les décisions scientifiques et techniques ». Cette réflexion a reposé sur la présentation d'une multiplicité d'expérimentations en matière de recherche participative, d'expertise citoyenne et d'innovation coopérative issues de divers pays du monde. Trois cents personnes originaires des cinq continents y ont participé, appartenant à la fois à des ONG et au monde universitaire (celui-ci restant majoritaire).

La première journée a été consacrée à une préconférence sur les boutiques de science. Les deux journées de

la conférence proprement dite comportaient trois séances plénières et trois séries de six sessions en parallèle, ainsi qu'une séquence de posters et de vidéos et un temps de discussions collectives autour de différentes thématiques, en particulier la tenue du Grenelle de l'environnement. Les thèmes traités y ont été les suivants : « Universités et institutions de recherche : quelle ouverture à la société civile ? » ; « Les mouvements sociaux face au développement technoscientifique » ; « Politiques de recherche : vers une « science en société » » ; « Innovation, citoyens et développement durable » ; « Les processus de participation du public aux choix technologiques et scientifiques ».

La séance plénière d'ouverture, introduite par Gisèle Yasmeeen (Conseil canadien de la recherche en sciences sociales), Jacques Testart (biologiste à l'Inserm) et Christophe Bonneuil (président de la Fondation Sciences citoyennes), a été l'occasion de réaffirmer la volonté de démocratiser le pilotage des sciences et des techniques afin de répondre aux défis planétaires, et de rappeler la difficulté de maintenir des espaces de recherche à distance des phénomènes de marchandisation. Marc Lipinski (vice-président de la région Île-de-France) et Nicole Dewandre (Commission européenne, DG Recherche) ont présenté divers dispositifs institutionnels témoignant des avancées récentes en matière d'ouverture de la recherche aux citoyens, loin d'un modèle attribuant aux scientifiques le monopole du savoir et une mission de transmission linéaire aux profanes. Ignazio Chiapello (biologiste indépendant) a rappelé la nécessité cruciale de préserver l'autonomie des chercheurs vis-à-vis des intérêts institutionnels et économiques. Le lendemain, Hamed Ibrahim El-Mously (Société égyptienne pour le développement endogène des

Auteur correspondant : celine.granjou@cemagref.fr

<sup>1</sup> Unité Transformations sociales et politiques liées au vivant (TSV) de l'Inra et le Centre de sociologie de l'innovation (CSI) de l'École des mines.

communautés locales) a souligné la richesse, pour le développement, des ressources propres que les communautés locales rurales peuvent tirer de leur héritage culturel spécifique et la créativité dont elles peuvent faire preuve à partir de là. Budd Hall et Rajesh Tandon (pionniers de la recherche participative respectivement en Amérique latine et en Inde) ont souligné combien la recherche participative relevait d'une vision du monde bien plus que d'une liste de « recettes » de méthodes participatives. Enfin, la séance plénière de clôture a d'abord fait intervenir Helen Wallace (Genwatch), qui a présenté les résultats d'une enquête sur le financement des recherches en Europe (incluant le 7<sup>e</sup> programme-cadre) interrogeant les modes de hiérarchisation des priorités scientifiques au profit des intérêts commerciaux et au détriment des préoccupations de santé et d'environnement. Angelika Hilbeck (Institut fédéral suisse de biologie) a ensuite souligné les dérives liées à la privatisation des savoirs sur le vivant, notamment dans le domaine des biotechnologies et des recherches sur la biosécurité, où le système de sponsoring pèse sur l'indépendance des chercheurs, sur leur carrière et sur le financement de leurs travaux. Claudia Neubauer (Fondation Sciences citoyennes) est intervenue pour affirmer la nécessité d'un nouveau contrat entre recherche et société, tenant mieux compte de la montée des aspirations citoyennes et des intérêts non marchands, et faisant de l'espace public un espace de négociation de l'innovation et des choix scientifiques et techniques. La conférence s'est clôturée par le témoignage réflexif de Dominique Pestre (Centre Alexandre Koyré) sur le déroulement des journées, mettant en garde contre les risques de modes d'action consensuels et soulignant l'intérêt de l'existence, dans une perspective proprement démocratique, de modes de régulation des savoirs en concurrence, voire conflictuels.

Les dix-huit sessions ont permis à des intervenants des cinq continents de présenter leurs travaux et leurs analyses sur des thématiques aussi diversifiées que les politiques de recherche, la sélection participative, les boutiques de science, les technologies de l'information et de la communication, la participation des profanes aux recherches sur la biodiversité, les nanotechnologies, la santé et la justice sociale. Trois sessions ont abordé différentes configurations de coopération entre institutions scientifiques et collectifs citoyens, en interrogeant en particulier le rôle des universités. Au total, le thème de la coproduction des savoirs a été abordé aussi bien sous

l'angle de la participation citoyenne à divers dispositifs de recherche participative ou partenariale (parmi lesquels les conférences de citoyens) que sous l'angle de l'engagement social et politique des chercheurs.

Évitant les risques du discours de communication institutionnelle comme celui d'une analyse théorique décrochée de toute visée d'intervention et d'action empirique, l'édition 2007 de la conférence *Living Knowledge* a permis de présenter, d'analyser et de débattre d'une grande diversité de dispositifs et de projets visant à démocratiser la production de savoirs dans divers espaces nationaux, thématiques et institutionnels. Surtout, à l'image de ce qu'elle défend, elle a elle-même offert une arène de construction de savoirs expérimentant et concrétisant la volonté de coproduction scientifique qu'elle s'est donnée pour mission d'analyser et de soutenir. La coproduction des savoirs se trouve ainsi tout à la fois présentée, réfléchie, débattue et, en même temps, expérimentée et donnée à voir.

On peut toutefois se demander si la volonté d'affirmer que les conditions d'une participation de la société civile sont réalisables ne tend pas parfois à en étouffer certaines difficultés, comme par exemple la question de la nature et de la répartition des ressources permettant aux diverses catégories d'acteurs de participer à des expériences partenariales particulières. Par ailleurs, si le moindre intérêt de la manifestation n'est pas de rappeler et d'illustrer par l'exemple que la science telle qu'elle s'est constituée dans nos laboratoires de recherche académiques contemporains n'est qu'un des modes de fabrication des savoirs parmi d'autres, l'accent mis sur les réussites d'un ensemble d'innovations participatives laisse parfois ouverte la question des critères d'évaluation de leurs résultats ainsi que celle des conditions de leur généralisation. De ce point de vue, si la notion de science académique se trouve largement déconstruite au profit de la reconnaissance d'une pluralité de pratiques de production de savoirs, symétriquement, les catégories de « société civile » ou de « collectifs » mériteraient peut-être d'être à leur tour davantage questionnées, afin d'éviter un risque de lissage de la multiplicité des groupes d'acteurs en cause qui sont en fait dotés de compétences variables et d'identités hétérogènes. Le consensus partagé sur la nécessité de démocratiser les choix scientifiques et techniques serait contre-productif s'il entraînait l'oubli des distinctions existant entre les trajectoires et les situations qui dotent les acteurs et les institutions d'expertises diversifiées.